



Contribution d'INDECOSA-CGT Conférence de presse 23 juin 2008

Flambée des prix du pétrole : Tout sauf une fatalité !

Présentation : Arnaud Faucon, responsable développement durable INDECOSA-CGT

Alors que le prix du pétrole n'en fini pas de battre des records et que les consommateurs en subissent chaque jour un peu plus les conséquences, l'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT interpelle le gouvernement pour qu'il prenne des mesures d'urgence en faveur des ménages, notamment des plus modestes. Parallèlement à ces mesures, il est nécessaire à plus long terme de « moraliser » le négoce de la manne pétrolière et de nous rendre moins dépendant de ses dérivés.

Des prix basés de plus en plus sur la « volatilité des cours » :

Le marché du pétrole est de plus en plus influencé par la spéculation. De manière classique, le prix payé par les consommateurs est ventilé de la façon suivante :

- Coûts de production,
- Prix perçu par les pays producteurs,
- Part pour les compagnies pétrolières,
- Impôts dans les pays consommateurs.

Aujourd'hui, il faut rajouter les banques et autres gestionnaires de fonds qui anticipent sur des phénomènes conjoncturels ou structurels. Exemple : émeutes au Nigeria. Nous sommes bien loin de la réalité des coûts réels du produit. A titre de comparaison, les coûts techniques du pétrole au Moyen Orient sont de 4 dollars. Ils comprennent le coût d'exploitation, de développement et de production.

Le grand paradoxe, est que ce phénomène n'est pas nouveau et qu'il ne fait qu'empirer avec la mondialisation. En 1902, le sociologue Simiand publie un mémoire sur le prix du charbon en France au XIX^{ème} siècle, qui montre bien que les spéculateurs brouillent les cartes notamment quant à la valeur réelle de ce qui est produit. Ce n'est plus seulement l'offre et la demande qui font le produit, mais d'autres agents qui cherchent à tirer profit de l'instabilité des cours d'une marchandise. On voit ce phénomène lorsque l'on compare les données : A la fin de 1998, le baril cotait moins de 9 dollars, alors que fin 2007 il valait presque 100

dollars. On sait que dans ce laps de temps la consommation n'a pas été multipliée par 11 ou la production divisée par 11.

Les énormes profits des compagnies pétrolières et des fonds d'investissements devraient en pareil cas être taxés d'avantage. Le fruit de ses taxes pourrait permettre une redistribution aux revenus les plus modestes et pourquoi pas aider à développer les transports publics. Le contrôle des marchés financiers doit être beaucoup plus strict qu'il ne l'est aujourd'hui, toute allégation ou fausse rumeur peut avoir des répercussions considérables. Enfin, les pouvoirs publics doivent prendre des mesures fortes comme le blocage provisoire des prix des carburants lorsqu'il existe un risque inflationniste important.

La réalité sur les réserves :

S'il y'a bien une question controversée c'est bel et bien l'état des ressources de notre planète en énergies fossiles. Calculées en années de production, les réserves de pétrole atteignent aujourd'hui 41 ans contre 38 en 1983. Ces dernières données viennent en opposition aux précédentes, notamment celles de 1974 du comité professionnel du pétrole qui prévoyaient l'épuisement des réserves connues au bout de 44 ans. Certains doutes subsistent notamment sur les sites non exploités comme celui de la zone sous-arctique dont on ignore encore précisément les réserves.

Pour INDECOSA-CGT la prévision de l'épuisement du pétrole à prix avantageux est un élément de base de la stratégie à long terme des grandes firmes pétrolières ! Le groupe Total a bien compris cette stratégie. En effet, il vient d'annoncer à l'horizon 2020 un plafonnement de la production entre 95 et 100 millions de barils par jour en prévision d'une stagnation de l'exploitation des gisements. Ce changement de cap intervient alors que l'on s'interroge sur la capacité du groupe à profiter du relèvement du prix du brut pour réévaluer les prix des cargaisons flottantes et du pétrole stocké en raffinerie. Pour mettre fin à l'opacité sur les réserves, il faut créer à l'échelle mondiale une agence internationale pouvant procéder à la vérification des données fournies par les producteurs. Pour faire baisser les prix immédiatement, le gouvernement peut en accord avec les compagnies pétrolières, ouvrir les « réserves stratégiques » qui ne présentent pas vraiment d'intérêt en période de paix (environ 3 mois, loi de 1928)

Une fiscalité lourde pour les revenus modestes

Le montant des taxes sur les hydrocarbures est très élevé en France. Il oscille entre 70 et 75 % et reste invariable quand les cours montent ou baissent. En 2005, à l'issue d'une conférence ministérielle de l'OPEP, son président déclarait non sans ironie être prêt à échanger la part des revenus liée au prix du brut contre celles des taxes imposées par l'état dans les pays consommateurs. Cette fiscalité a d'ailleurs un impact considérable sur les budgets globaux des ménages. L'explosion des charges « contraintes » est en train d'accélérer le processus de paupérisation d'une grande partie de la population. Aujourd'hui, une grande partie des entreprises réclame chez les employés de la mobilité et la possession d'un véhicule personnel. De plus, les revenus les plus modestes ont du sortir des agglomérations pour se

loger, les coûts des loyers étant souvent prohibitifs. A cela s'ajoute une volonté politique de rendre le carburant cher. Il n'y a pas si longtemps, Jean Pierre Raffarin alors Premier ministre, avait souhaité l'alignement du prix du gasoil sur celui de l'essence. Lundi 2 juin, le ministre de l'économie espagnol dans le cadre de l'Eurogroupe indiquait que le plafonnement de la TVA sur les carburants « n'était pas une bonne idée si on voulait réduire le niveau de la consommation ».

La solidarité doit être considérée au même titre que l'économie ou la préservation de l'environnement. Renoncer à pouvoir se déplacer outrepassé la seule question pétrolière mais devient un problème social. Pour INDECOSA-CGT il faut rétablir de toute urgence la TIPP flottante et permettre une fiscalité plus juste notamment par rapport aux revenus les plus modestes.

TROUVER UN EQUILIBRE ENTRE LES DIFFERENTES SOURCES D'ENERGIE

Les besoins mondiaux en énergie n'ont cessé de croître et ont été satisfaits durant une longue période grâce aux dérivés du pétrole. Ainsi s'est dessinée une évolution dont on paye aujourd'hui les conséquences. Le coût de la vie augmentait en France et dans tout l'occident et parallèlement le prix du pétrole variait peu ou connaissait même des baisses. Cela a rapporté des bénéfices fabuleux aux compagnies pétrolières et entraîné des conséquences économiques et techniques qui nous privent d'une partie de notre indépendance énergétique. Le maintien du pétrole à des tarifs très bas a accéléré le déclin de la production du charbon. De plus la primauté accordée au pétrole a freiné la recherche scientifique et technique sur les nouvelles sources d'énergie.

Aujourd'hui le développement des énergies renouvelables et le renforcement du potentiel nucléaire est un des clés de notre indépendance énergétique. Pourtant cela ne suffira pas si notre pays continue à promouvoir une concurrence débridée du marché de l'énergie. La maîtrise publique est un facteur fondamental dans la sécurisation de l'approvisionnement, dans l'amélioration d'infrastructures et dans la recherche d'un prix équitable pour l'ensemble des usagers.